



EUROBAROMÈTRE 75

PRINTEMPS 2011

Europe 2020

RAPPORT

Terrain : mai 2011

Publication : août 2011

Ce sondage a été commandé et coordonné par la Direction générale Communication.
http://ec.europa.eu/public_opinion/index_fr.htm

Le présent document ne représente pas le point de vue de la Commission européenne.
Les interprétations et les opinions qu'il contient n'engagent que les auteurs.

Eurobaromètre Standard 75 Printemps 2011

Europe 2020

Etude réalisée par TNS Opinion & Social
à la demande de la Commission européenne -
Direction générale Communication

Coordonnée par la Commission européenne -
Direction générale Communication

TABLE DES MATIERES

PRESENTATION	3
1. L'IMPORTANCE PERÇUE DES INITIATIVES DE L'UNION EUROPEENNE DANS LE CADRE D'EUROPE 2020	6
2. L'OPINION SUR LES OBJECTIFS CHIFFRES DE L'UNION EUROPEENNE DANS LE CADRE D'EUROPE 2020	8
3. LES PRIORITES DE L'UNION EUROPEENNE POUR CHACUNE DES INITIATIVES	10
3.1 Les priorités dans le domaine de l'innovation	11
3.2 Les priorités dans le domaine de la jeunesse.....	11
3.3 Les priorités concernant Internet	12
3.4 Les priorités dans le domaine de l'énergie.....	13
3.5 Les priorités dans le domaine de l'industrie	14
3.6 Les priorités dans le domaine de l'emploi et de la formation	14
3.7 Les priorités dans le domaine de la lutte contre la pauvreté.....	15
4. LA DIRECTION SUIVIE PAR L'UNION EUROPEENNE POUR LUTTER CONTRE LA CRISE	19
SPECIFICATIONS TECHNIQUES	22

PRESENTATION

La Commission européenne a lancé stratégie Europe 2020 en mars 2010¹, dont l'objectif est de faire en sorte que l'économie européenne sorte de la crise financière et économique actuelle, en se préparant aux principaux enjeux de la décennie 2010-2020. Pour cela, différentes initiatives ont été mises en place afin de favoriser une économie européenne intelligente, durable et inclusive. Depuis l'Eurobaromètre standard 73 du printemps 2010, les enquêtes Eurobaromètre mesurent l'appréciation par les Européens de la stratégie Europe 2020. Il est donc possible de commencer à avoir un peu de recul sur les différents indicateurs et de suivre leur évolution dans la durée.

Dans l'Eurobaromètre Standard du printemps 2011 (EB75), les Européens sont interrogés sur leur perception de cette stratégie Europe 2020 autour de quatre axes principaux : tout d'abord, quelle importance accordent-ils aux sept initiatives définies par la Commission européenne dans le cadre de la stratégie Europe 2020 ? Pensent-ils ensuite que les objectifs chiffrés fixés par l'Union européenne dans le cadre de la stratégie Europe 2020 sont réalisables ? Dans un troisième temps, les citoyens européens sont questionnés sur les actions s'inscrivant dans le cadre de chacune des sept initiatives phares de la stratégie Europe 2020 : quelles sont celles que l'Union européenne devrait prendre en priorité ? Enfin, en ayant pris connaissance des objectifs chiffrés et des différentes actions à mettre en œuvre dans le cadre de la stratégie Europe 2020, les Européens considèrent-ils que la direction prise par l'Union européenne pour sortir de la crise est la bonne ?

Ces différentes questions ayant déjà été posées dans les enquêtes Eurobaromètre précédentes, au printemps 2010 (EB73) et à l'automne 2010 (EB74), les évolutions de l'opinion publique européenne seront analysées.

Le rapport complet de l'Eurobaromètre Standard 75 du printemps 2011 est composé de plusieurs volumes. Le premier volume analyse les résultats des indicateurs historiques de l'Eurobaromètre standard. Trois autres volumes présentent l'état de l'opinion publique européenne sur : la crise financière et économique ; la stratégie Europe 2020 ; le budget de l'Union européenne. Le présent volume est consacré à la stratégie Europe 2020.

L'analyse générale ainsi que les analyses sociodémographiques se basent sur les résultats au niveau de la moyenne des 27 Etats membres. Cette moyenne est pondérée afin de refléter la population réelle de chacun des Etats membres. Les moyennes pour les années précédentes représentent les résultats obtenus dans tous les Etats membres de l'Union telle qu'elle était composée au moment où l'étude a été menée.

¹ http://ec.europa.eu/europe2020/index_fr.htm

* * *

La méthodologie employée est celle des sondages Eurobaromètre de la Direction Générale Communication (Unité « Recherche et Speechwriting »). Une note technique relative aux interviews réalisées par les instituts membres du réseau TNS Opinion & Social est jointe en annexe de ce rapport. Elle mentionne également les modalités d'interview de même que les intervalles de confiance².

Le site Internet de l'Eurobaromètre peut être consulté à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/public_opinion/index_fr.htm

Nous aimerions profiter de l'occasion pour remercier tous les personnes interrogées à travers l'Europe qui ont consacré du temps à ce sondage.

Sans leur participation active, cette étude n'aurait pas été possible.

² Les tableaux de résultats sont joints en annexe. Il convient de noter que le total des pourcentages indiqué dans les tableaux de ce rapport peut dépasser 100% dans les cas où la personne interrogée a la possibilité de choisir plusieurs réponses à une question.

Dans ce rapport, les pays sont désignés par leur abréviation officielle. Les abréviations utilisées dans ce rapport et leurs correspondances sont les suivantes :

ABREVIATIONS

UE27	Union Européenne – 27 Etats membres
UE15	« pays UE15 »*
NEM12	« pays NEM12 »**
NSP	Ne sait pas / Pas de réponse
BE	Belgique
BG	Bulgarie
CZ	République tchèque
DK	Danemark
DE	Allemagne
EE	Estonie
EL	Grèce
ES	Espagne
FR	France
IE	Irlande
IT	Italie
CY	République de Chypre***
CY (tcc)	Zone non contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre
LT	Lituanie
LV	Lettonie
LU	Luxembourg
HU	Hongrie
MT	Malte
NL	Pays-Bas
AT	Autriche
PL	Pologne
PT	Portugal
RO	Roumanie
SI	Slovénie
SK	Slovaquie
FI	Finlande
SE	Suède
UK	Royaume-Uni
HR	Croatie
TR	Turquie
MK	Ancienne République yougoslave de Macédoine****
IS	Islande
ME	Monténégro

* Les pays UE15 sont les 15 pays ayant intégré l'Union européenne avant les élargissements de 2004 et de 2007. Il s'agit de la Belgique, le Danemark, l'Allemagne, la Grèce, l'Espagne, la France, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, l'Autriche, le Portugal, la Finlande, la Suède et le Royaume-Uni.

** Les pays NEM12 sont les 12 « Nouveaux Etats membres » ayant intégré l'Union européenne lors des élargissements de 2004 et de 2007. Il s'agit de la Bulgarie, la République tchèque, l'Estonie, la République de Chypre, la Lituanie, la Lettonie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Roumanie, la Slovénie et la Slovaquie.

Chypre dans son ensemble est l'un des 27 Etats membres de l'Union européenne. Toutefois, l'« acquis communautaire » est suspendu dans la partie du pays qui n'est pas contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre. Pour des raisons pratiques, seuls les entretiens réalisés dans la partie du pays contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre sont repris dans la catégorie « CY » et compris dans la moyenne de l'UE27. Les entretiens réalisés dans la partie du pays non contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre sont repris dans la catégorie « CY(tcc) » [tcc : *Turkish Cypriot Community - Communauté chypriote turque*].

**** Abréviation provisoire ne préjugant pas la nomenclature définitive de ce pays, qui sera convenue après la conclusion de négociations actuellement en cours aux Nations unies.

1. L'IMPORTANCE PERÇUE DES INITIATIVES DE L'UNION EUROPEENNE DANS LE CADRE D'EUROPE 2020

- Les Européens placent les initiatives sociales et environnementales en tête -

Les personnes interrogées étaient d'abord appelées à caractériser le degré d'importance de sept initiatives définies par l'Union européenne (UE) dans le cadre de la stratégie Europe 2020. Pour ce faire, les personnes interrogées devaient pour chacune d'entre elles attribuer une note de 1 à 10, 1 signifiant qu'elles la considéraient comme « pas importante du tout » et 10 comme « très importante ». Les pourcentages ont été ensuite agrégés en trois catégories de réponse : « important » pour les notes de 7 à 10, « moyennement important » pour les notes 5 et 6 et « pas important » pour les notes de 1 à 4. La même question avait été posée il y a un an, lors de l'enquête Eurobaromètre standard du printemps 2010 (EB73).

On constate en premier lieu que six initiatives sur sept sont considérées comme importantes par une majorité absolue d'Européens : cela témoigne d'une demande d'action de l'opinion européenne pour sortir de la crise et préparer l'économie européenne à la décennie à venir. En second lieu, **les mesures sociales et environnementales restent en tête de la hiérarchie des initiatives perçues comme les plus importantes à prendre.**

La perception par l'opinion européenne de l'importance de ces initiatives reste globalement inchangée par rapport à il y a un an, mais on note cependant une tendance générale à l'amélioration : l'importance perçue progresse pour six initiatives sur sept. Par ailleurs, on constate également que ce sont les initiatives déjà jugées comme les plus importantes au printemps 2010 qui progressent le plus encore au printemps 2011. La hiérarchie dessinée il y a un an s'en trouve ainsi consolidée.

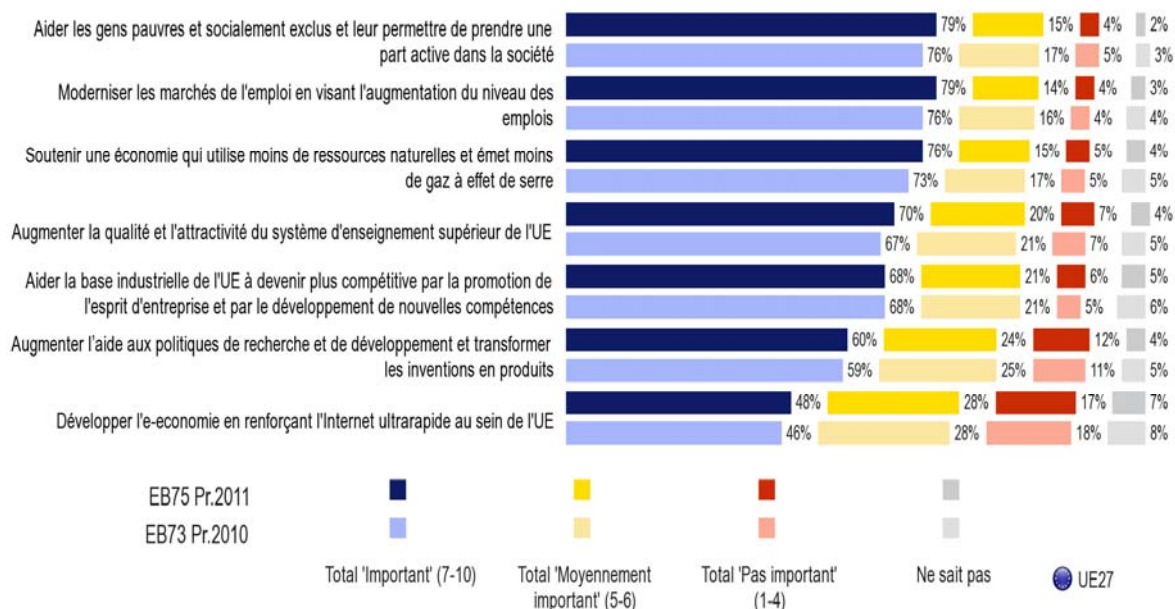
Dans le détail, plus de trois quarts des Européens jugent important « d'aider les gens pauvres et socialement exclus et de leur permettre de prendre une part active dans la société » (79%, +3 points), « de moderniser les marchés de l'emploi en visant à l'augmentation du niveau des emplois » (79%, +3 points) et « de soutenir une économie qui utilise moins de ressources naturelles et émet moins de gaz à effet de serre » (76%, +3 points). Lutte contre les exclusions, emploi et développement durable figurent donc dans le tiercé de tête des initiatives de la stratégie Europe 2020 perçues comme les plus importantes.

Sur ce critère de l'importance, trois initiatives réunissent ensuite entre 60% et 70% des Européens.

Il s'agit de « l'augmentation de la qualité et de l'attractivité du système d'enseignement supérieur de l'UE » (70%, +3 points), de « l'aide à la base industrielle de l'UE à devenir plus compétitive par la promotion de l'esprit d'entreprise et par le développement de nouvelles compétences » (68%, stable) et de « l'augmentation de l'aide aux politiques de recherche et de développement et la transformation des inventions en produits (60%, +1 point). Juste après les mesures sociales et environnementales, viennent donc les mesures éducatives, de promotion de la compétitivité européenne et de soutien à la recherche.

Enfin, dans ce classement, une seule initiative apparaît comme plus secondaire aux yeux des Européens, malgré une petite progression : « développer l'e-économie en renforçant l'internet ultra-rapide au sein de l'UE » (48%, +2 points). Un peu plus d'un quart des personnes interrogées jugent cela « moyennement important » (28%, stable), et 17% (-1 point) « pas important »³.

QB1. Pour chacune des initiatives suivantes, veuillez me dire dans quelle mesure vous pensez qu'elles sont importantes ou pas pour que l'UE sorte de la crise financière et économique actuelle et se prépare à la prochaine décennie. Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10 où '1' signifie "pas du tout importante" et '10' signifie "très importante".



Si l'on observe quelques nuances nationales dans cette hiérarchie, **l'enseignement majeur est qu'une majorité absolue des citoyens de la quasi-totalité des Etats membres de l'Union partage l'idée que les six premières initiatives sont importantes.** Une seule et unique exception : le Royaume-Uni sur la question de l'aide aux politiques de recherche et développement (où c'est une majorité relative, 47%, qui juge cette initiative « importante »). Les opinions nationales sont plus partagées sur le développement de l'e-économie. Il y a donc consensus, au sein de l'opinion européenne, et au sein de chaque opinion nationale, sur l'importance des initiatives de l'Union dans le cadre de la stratégie d'Europe 2020. Il semble donc que ces initiatives correspondent globalement aux attentes majeures des Européens.

³ QB1. Pour chacune des initiatives suivantes, veuillez me dire dans quelle mesure vous pensez qu'elles sont importantes ou pas pour que l'UE sorte de la crise financière et économique actuelle et se prépare à la prochaine décennie. Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10 où '1' signifie "pas du tout importante" et '10' signifie "très importante".

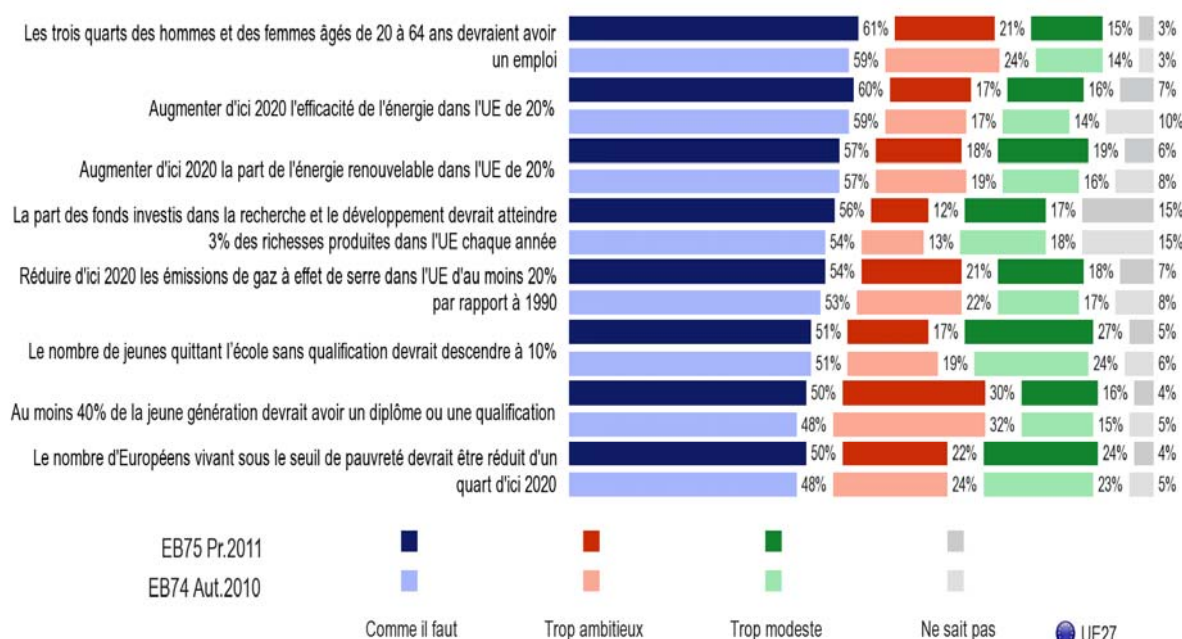
2. L'OPINION SUR LES OBJECTIFS CHIFFRES DE L'UNION EUROPEENNE DANS LE CADRE D'EUROPE 2020

- Les objectifs chiffrés d'Europe 2020 apparaissent réalistes à une majorité d'Européens -

Une fois les différentes initiatives hiérarchisées selon leur niveau d'importance, les Européens étaient appelés à se prononcer sur le réalisme des objectifs chiffrés fixés par l'UE dans le cadre de la stratégie Europe 2020, afin d'orienter l'économie européenne.

Au moins un Européen sur deux juge « comme il faut » les huit objectifs chiffrés fixés par l'Union, la fourchette oscillant de 50% pour les objectifs « réduire d'un quart d'ici 2020 le nombre d'Européens vivant sous le seuil de pauvreté » et « amener au moins 40% de la jeune génération à avoir une qualification ou un diplôme » à 61% pour l'objectif consistant à faire que « les trois quarts des hommes et femmes âgés de 20 à 64 ans aient un emploi ». **Une majorité absolue d'Européens juge donc « comme il faut », c'est-à-dire réalisables, tous les objectifs quantitatifs de la stratégie Europe 2020⁴.**

QB2. En pensant à chacun des objectifs suivants à atteindre dans l'UE d'ici 2020, diriez-vous qu'il est trop ambitieux, comme il faut ou trop modeste ?



⁴ QB2. En pensant à chacun des objectifs suivants à atteindre dans l'UE d'ici 2020, diriez-vous qu'il est trop ambitieux, comme il faut ou trop modeste ?

Cette question avait été posée lors de l'enquête précédente de l'Eurobaromètre de l'automne 2010 (EB74) et l'analyse avait alors mis en lumière une légère tendance, par rapport au printemps 2010 : d'une part, une baisse du pourcentage d'Européens jugeant ces objectifs réalistes, et d'autre part, la montée concomitante du nombre de ceux les trouvant « trop ambitieux ». Ce mouvement est stoppé lors de cette enquête du printemps 2011, et la tendance s'inverse même : le pourcentage d'Européens jugeant ces objectifs crédibles repart légèrement à la hausse. Quant aux réponses « trop ambitieux », elles sont en très légère baisse ou stables sur tous les items testés.

L'analyse révèle quelques particularités nationales assez marquées dans cette appréciation des objectifs chiffrés de la stratégie Europe 2020.

Les Italiens sont les plus nombreux à juger tous ces objectifs réalistes, avec pour chacun d'eux une appréciation de 10 à 19 points supérieure à la moyenne européenne.

A l'opposé, les personnes interrogées à **Chypre** sont souvent les plus nombreuses à douter de la crédibilité de ces objectifs : pour trois objectifs sur huit, elles sont les plus nombreuses à répondre qu'ils sont « trop ambitieux ». Les personnes interrogées en **Allemagne** se distinguent, avec une très forte proportion d'entre eux qui jugent irréaliste l'objectif d'avoir au moins 40% de la jeune génération avec un diplôme ou une qualification (58%, pour une moyenne européenne de 30%).

L'opinion suédoise se démarque nettement de la tendance moyenne européenne par le souhait marqué d'une ambition plus forte. Elle se distingue en effet sur tous ces objectifs par des taux très supérieurs à la moyenne européenne de réponses « trop modestes » : à titre d'exemple, « faire qu'au moins 40% de la jeune génération ait un diplôme ou une qualification » est jugé trop modeste par 69% des personnes interrogées en Suède (pour 16% des Européens), et « faire baisser à 10% le nombre de jeunes quittant l'école sans qualification » par 56% (pour 27% des Européens). La proportion de réponses « trop modestes » est également supérieure d'au moins dix points à la moyenne européenne en **Belgique**, pour sept objectifs sur huit, et au **Luxembourg**, pour six objectifs sur huit. C'est également le cas de **l'Autriche**, pour les trois objectifs ayant trait à l'écologie et au développement durable.

Derrière la légère tendance à l'amélioration enregistrée au niveau européen depuis la dernière enquête de l'automne 2010, on note un certain nombre d'évolutions dans certains Etats membres. La proportion de réponses « trop modestes » s'est ainsi améliorée – ou est restée stable – pour tous les objectifs testés en Belgique, en Bulgarie, en Grèce, aux Pays-Bas, en Roumanie, en Suède et au Royaume-Uni : c'est donc le signe d'une **progression de l'optimisme quant à la réalisation des différents objectifs de la stratégie Europe 2020**.

A l'inverse, on observe une progression – ou une stabilité – de la réponse « trop ambitieux » pour chacun des huit objectifs en Espagne, au Portugal et en Roumanie : les personnes interrogées dans ces pays sont plus sceptiques qu'à l'automne 2010 sur la réalisation des objectifs de la stratégie Europe 2020.

3. LES PRIORITES DE L'UNION EUROPEENNE POUR CHACUNE DES INITIATIVES

- Emploi des jeunes, protection sociale, formation et promotion des énergies renouvelables en tête des actions jugées prioritaires par les Européens -

Comme lors de l'enquête précédente de l'automne 2010 (EB74), il a été demandé aux Européens de se prononcer sur les actions prioritaires à mettre en œuvre dans le cadre des sept initiatives phares de la stratégie Europe 2020 : l'innovation, la jeunesse, Internet, l'énergie, l'industrie, l'emploi et la formation et la lutte contre la pauvreté. Dans chacun de ces domaines, trois actions étaient proposées aux personnes interrogées. Il leur a d'abord été demandé de citer la priorité la plus importante à leurs yeux (Premièrement ?), avec une seule réponse possible ; puis les autres (et ensuite ?), avec cette fois la possibilité de donner plusieurs réponses. L'ensemble des réponses aux deux parties de la question fournit un classement global. Dans ce rapport, nous analysons ces deux hiérarchies de classement des résultats.

Il ressort comme conclusion principale de l'analyse que les résultats sont d'une grande stabilité par rapport à l'automne 2010. L'enquête précédente avait démontré que les priorités proposées par l'Union pour développer l'innovation européenne, aider à l'insertion des jeunes sur le marché du travail, renforcer l'accès de tous à Internet, améliorer l'efficacité des consommations énergétiques, soutenir l'industrie européenne, renforcer les possibilités d'emploi et de formation des actifs et lutter contre la pauvreté et les exclusions étaient accueillies très favorablement par l'opinion européenne, ce qui traduisait l'intensité des attentes de cette opinion pour la mise en place d'actions concrètes permettant de sortir de la crise. **Ces enseignements restent donc valables six mois plus tard : sur les 21 actions testées, 19 sont jugées comme prioritaires par une majorité absolue d'Européens.**

Par ailleurs, cette question confirme la prégnance des préoccupations sociales et environnementales au sein de l'opinion européenne. L'augmentation de l'emploi des jeunes (83% de citations au total jugeant cette action prioritaire), l'augmentation de la qualité générale de tous les niveaux d'éducation (80% de citations), la promotion des opportunités d'emploi et de formation pour les actifs (76%), la pérennisation des systèmes de protection sociale et l'amélioration de l'accès aux soins (73%) et la promotion des énergies renouvelable (73%) sont en effet parmi les 21 actions testées, les cinq jugées les plus massivement prioritaires à mettre en œuvre par l'UE⁵.

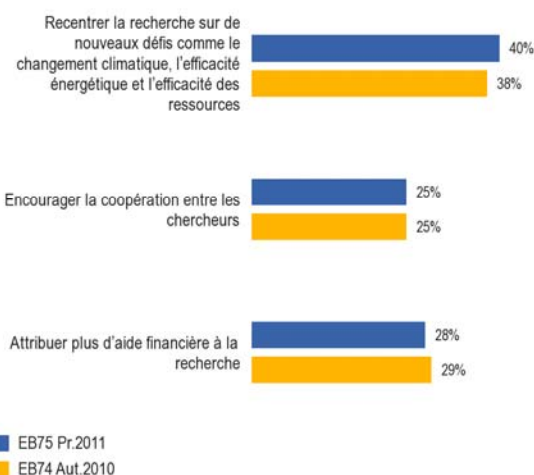
⁵ QB3-B9. D'après vous, quelle devrait être la priorité de l'UE dans le domaine de l'innovation/la jeunesse/internet/l'énergie/l'industrie/l'emploi et la formation/la lutte contre la pauvreté. Premièrement ? Et ensuite ?

3.1 Les priorités dans le domaine de l'innovation

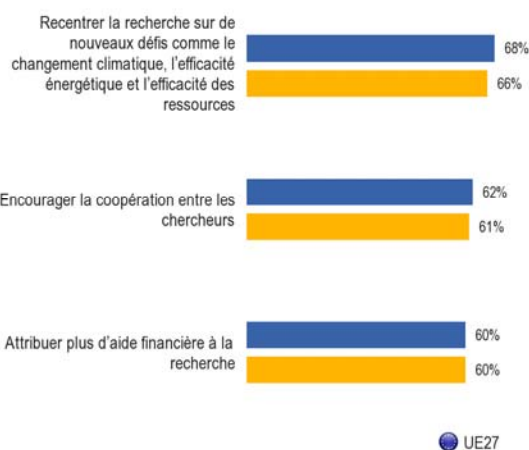
Avec 40% de citations (+2 points par rapport à l'EB74), l'opinion européenne fait du **recentrage de la recherche sur de nouveaux défis comme le changement climatique, l'efficacité énergétique et l'efficacité des ressources** la première priorité de l'Union en matière d'innovation. Dans la hiérarchie du premier choix, cette action devance d'ailleurs assez nettement l'augmentation des moyens financiers alloués à la recherche (28%, -1) et l'encouragement de la coopération entre chercheurs (25%, stable).

Lorsque qu'on cumule la totalité des réponses, la hiérarchie est plus resserrée, et l'encouragement de la coopération entre les chercheurs devient la deuxième mesure citée. Mais plus que le classement, il faut surtout retenir que les trois actions testées s'imposent comme prioritaires à mettre en œuvre pour au moins six Européens sur dix.

QB3a. D'après vous, quelle devrait être la priorité de l'UE dans le domaine de l'innovation ? Premièrement ?



QB3T. Priorités de l'UE (Innovation) - Premièrement ? Et ensuite ?



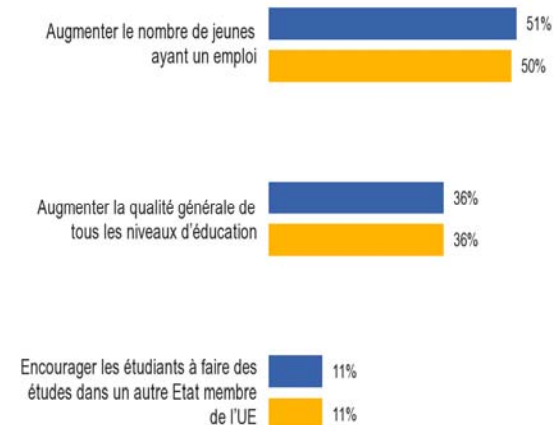
3.2 Les priorités dans le domaine de la jeunesse

Favoriser l'emploi des jeunes s'établit très clairement comme la priorité numéro un de l'opinion européenne en matière de politique de la jeunesse. Avec 51% de citations en première réponse (+1, par rapport à l'enquête précédente), l'augmentation du nombre de jeunes ayant un emploi devance nettement l'augmentation de la qualité générale de tous les niveaux d'éducation (36%, stable) et très largement l'encouragement des étudiants à faire des études dans un autre Etat membre de l'UE (11%, stable). Des 21 actions testées, l'augmentation du nombre de jeunes ayant un emploi est la seule à recueillir dès le premier choix des personnes interrogées une majorité absolue de citations.

En cumulé, les mesures en faveur de l'emploi des jeunes (83%, +1) et la qualité générale de l'éducation (80%, +1) s'imposent très massivement comme les deux actions prioritaires à conduire, l'encouragement à la mobilité étudiante restant très secondaire pour l'opinion européenne (37%, stable). Cette dernière action fait d'ailleurs partie des deux actions sur les 21 ne bénéficiant pas d'une adhésion majoritaire dans le cumul des citations.

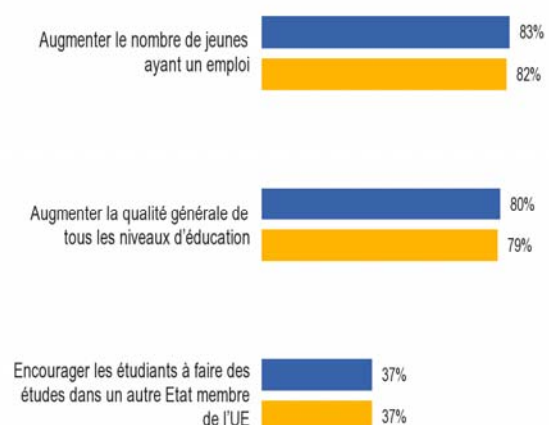
Les premiers concernés par cette politique, les 15-24 ans, émettent des jugements quasiment strictement identiques à ceux de l'ensemble de l'opinion européenne. Leur hiérarchie des priorités est similaire et ils sont à peine plus nombreux que la moyenne européenne (15% pour 11%) à faire de l'encouragement à la mobilité étudiante la première priorité d'une politique européenne de la jeunesse.

QB4a. D'après vous, quelle devrait être la priorité de l'UE en ce qui concerne les jeunes ? Premièrement ?



■ EB75 Pr.2011
■ EB74 Aut.2010

QB4T. Priorités de l'UE (Jeunes) - Premièrement ? Et ensuite ?



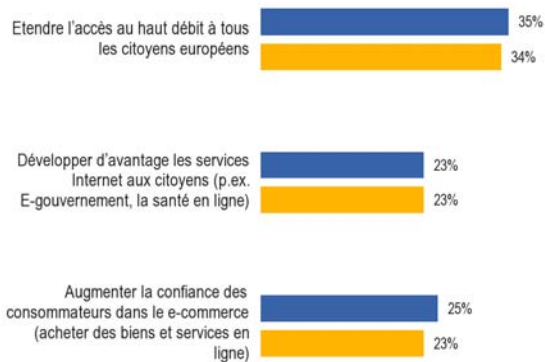
● UE27

3.3 Les priorités concernant Internet

L'accès au haut débit à tous les Européens constitue la première priorité assignée à l'UE par ses citoyens en matière de politique numérique. Avec 35% de citations (+1 par rapport à l'automne 2010), elle est citée en première réponse avant le renforcement de la confiance des consommateurs dans le commerce électronique (ou "e-commerce") (25%, +2) et le développement des services internet aux citoyens (23%, stable).

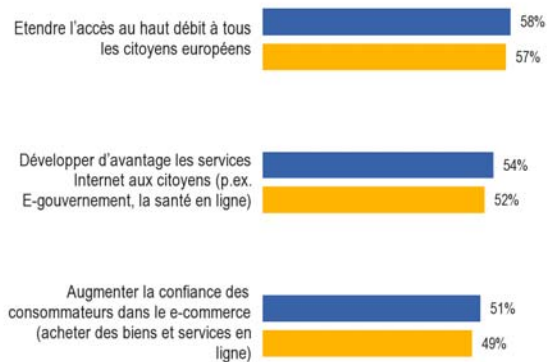
En cumulant les réponses, on constate que les trois actions sont majoritairement considérées comme prioritaires par les Européens, l'extension du haut débit restant en tête de la hiérarchie, alors que la deuxième place est alors occupée par le développement des services Internet.

QB5a. D'après vous, quelle devrait être la priorité de l'UE en ce qui concerne Internet ? Premièrement ?



■ EB75 Pr.2011
■ EB74 Aut.2010

QB5T. Priorités de l'UE (Internet) - Premièrement ? Et ensuite ?

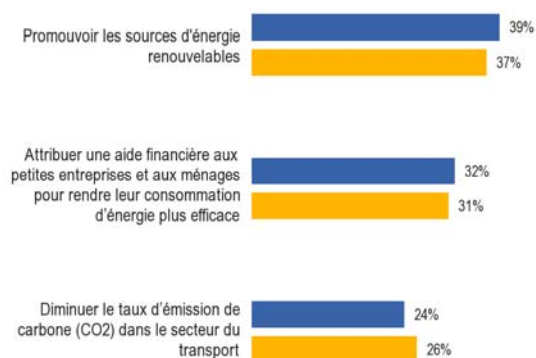


● UE27

3.4 Les priorités dans le domaine de l'énergie

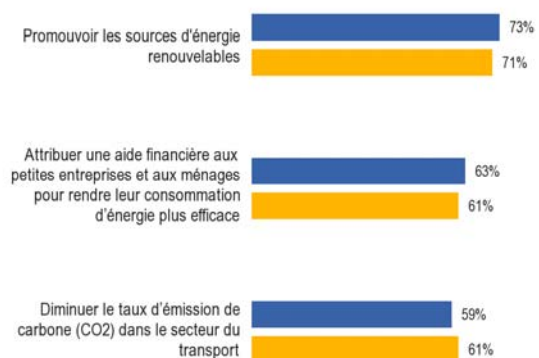
La **promotion des énergies renouvelables** est la première priorité des Européens assignée à l'Union en matière de politique énergétique. Elle s'impose en tête de la hiérarchie, en premier choix (39%, +2 par rapport à l'automne 2010) comme en cumul de réponses (73%, +2), et progresse même légèrement. Avec respectivement 32% (+1) et 63% (+2) de citations, l'attribution d'une aide financière aux petites entreprises et aux ménages pour rendre leur consommation énergétique plus efficace arrive en second. On trouve au troisième rang la diminution du taux d'émission de CO² dans le secteur des transports, cité par 24% des Européens en premier (-2), et par 59% au total (-2). Mais au final, une fois encore, ce sont bien les trois actions qui recueillent une majorité absolue de citations sur le caractère prioritaire de leur mise en œuvre.

QB6a. D'après vous, quelle devrait être la priorité de l'UE en ce qui concerne l'énergie ? Premièrement ?



■ EB75 Pr.2011
■ EB74 Aut.2010

QB6T. Priorités de l'UE (Energie) - Premièrement ? Et ensuite ?

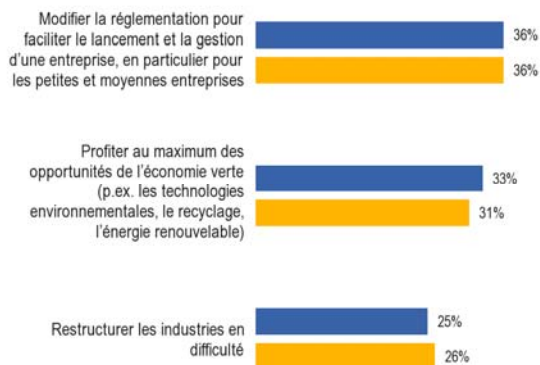


● UE27

3.5 Les priorités dans le domaine de l'industrie

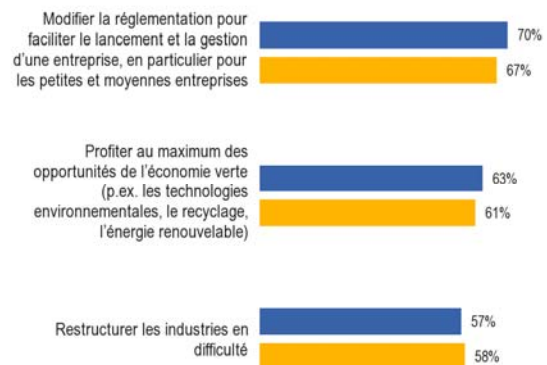
L'encouragement à la création d'entreprise fait figure de première priorité pour les Européens en matière de politique économique et industrielle, avec 36% de citations en premier (stable par rapport à l'enquête précédente) et 70% au total (+3). Avec 33% de citations en premier (+2) et 63% au total (+2), le fait que l'Union s'attache à profiter au maximum des opportunités de l'économie verte se classe tout près de l'encouragement à la création entrepreneuriale. Même si elle est un peu moins citée (25% en premier (-1), 57% au total (-1)), la restructuration des industries en difficulté n'est toutefois pas un enjeu oublié par l'opinion européenne. Création d'entreprise, saisie des potentialités de la croissance verte, restructuration industrielle : les trois actions sont jugées prioritaires par une majorité absolue d'Européens.

QB7a. D'après vous, quelle devrait être la priorité de l'UE en ce qui concerne l'industrie ? Premièrement ?



■ EB75 Pr.2011
■ EB74 Aut.2010

QB7T. Priorités de l'UE (Industrie) - Premièrement ? Et ensuite ?

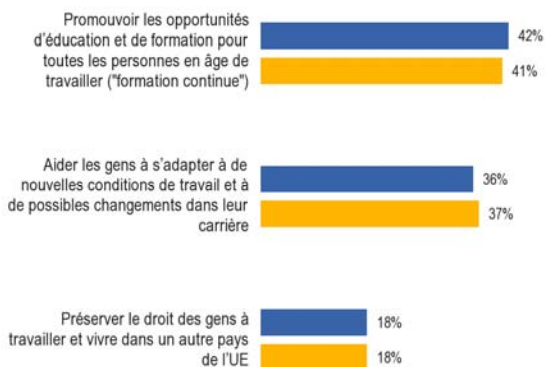


● UE27

3.6 Les priorités dans le domaine de l'emploi et de la formation

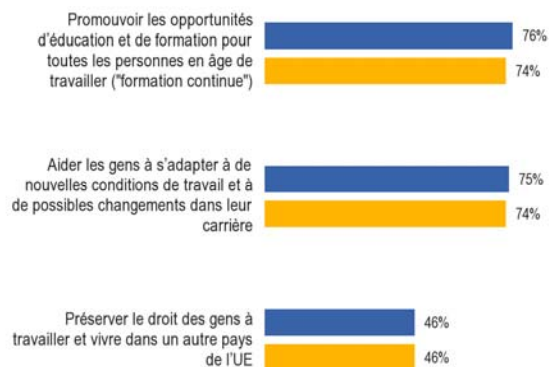
La promotion des opportunités d'éducation et de formation pour toutes les personnes en âge de travailler arrive en tête des priorités affectées par les Européens à l'UE en la matière, avec 42% de citations « en premier » (+1 point par rapport à l'automne 2010) et 76% au total (+2). Elle arrive juste devant « l'aide aux gens à s'adapter à de nouvelles conditions de travail et à de possibles changements dans leur carrière » avec respectivement 36% (-1) et 75% (+1) de citations. Ces deux priorités devancent en revanche nettement la préservation du droit des gens à travailler et vivre dans un autre pays de l'UE, qui ne recueille « que » 18% des citations en premier choix (stable), et 46% en cumul (stable). Cette action figure parmi les deux ne bénéficiant pas d'une adhésion majoritaire, peut-être parce que ce droit paraît acquis et non menacé aujourd'hui pour une majorité d'Européens.

QB8a. D'après vous, quelle devrait être la priorité de l'UE en ce qui concerne les emplois et les compétences ? Premièrement ?



■ EB75 Pr.2011
■ EB74 Aut.2010

QB8T. Priorités de l'UE (Emplois et compétences) - Premièrement ? Et ensuite ?

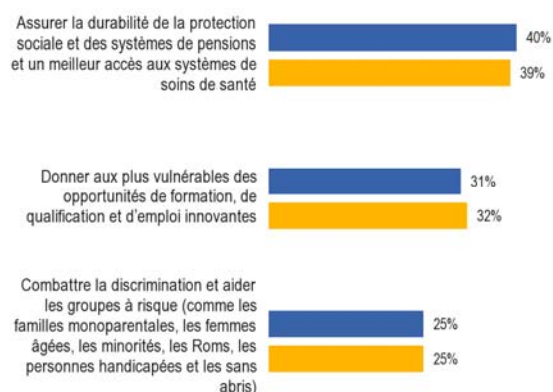


● UE27

3.7 Les priorités dans le domaine de la lutte contre la pauvreté

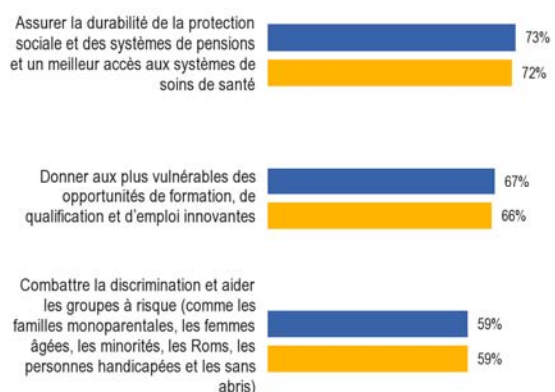
Toutes les actions testées pour lutter contre la pauvreté sont, en cumul, jugées prioritaires par une majorité absolue d'Européens. La **pérennisation de la protection sociale et l'amélioration de l'accès au soin** s'impose dans la hiérarchie des premières réponses (40%, +1 point par rapport à l'EB74), comme des réponses cumulées (73%, +1). Le fait d'offrir aux plus vulnérables des opportunités de formation, de qualification et d'emploi innovantes arrive au second rang, avec 31% d'Européens en faisant leur première priorité (-1) et 67% de citations au total (+1). On trouve ensuite la lutte contre les discriminations avec 25% de citations en première réponse (stable), et 59% au total (stable).

QB9a. D'après vous, quelle devrait être la priorité de l'UE en ce qui concerne la pauvreté ? Premièrement ?



■ EB75 Pr.2011
■ EB74 Aut.2010

QB9T. Priorités de l'UE (Pauvreté) - Premièrement ? Et ensuite ?



● UE27

Les 19 actions qui réunissent une majorité absolue de suffrages sur leur caractère prioritaire au niveau européen le font également dans la quasi-totalité des cas au niveau de chaque pays. On observe bien entendu quelques **différences nationales** dans la hiérarchisation de la première priorité par domaine d'action. L'analyse qui suit en fait le résumé. Cela dit, **ces variations nationales ne doivent pas masquer l'enseignement majeur de cette question : l'attente consensuelle et générale en Europe d'une politique active visant à encourager la croissance verte et le développement durable, favoriser l'emploi et la formation, et garantir la protection sociale et l'accès aux soins de tous.**

L'innovation

La hiérarchie varie légèrement entre les pays de la zone euro et les autres : les premiers sont un peu plus nombreux à citer le fait d'encourager la coopération entre les chercheurs (65%, en deuxième position, pour 56% hors de la zone euro, en troisième position). Recentrer la recherche sur de nouveaux défis comme le changement climatique, l'efficacité énergétique et l'efficacité des ressources est la première priorité dans les deux groupes de pays (cité respectivement par 71% et 64%). Traditionnellement très sensible aux préoccupations environnementales, les opinions des pays nordiques (Danemark, Suède, Finlande) et les personnes interrogées en Allemagne et aux Pays-Bas sont les plus nombreuses à assigner à l'UE le recentrage de la recherche sur les nouveaux défis que sont le changement climatique et l'efficacité énergétique comme *première priorité* en matière de politique de l'innovation. C'est également le cas des personnes interrogées à Chypre et en Slovaquie. L'Espagne et l'Estonie se distinguent en étant les seuls pays où l'augmentation des moyens de la recherche fait figure de *première priorité*. Les personnes interrogées en Italie et au Portugal sont les seules à placer en tête des actions prioritaires l'encouragement de la coopération entre chercheurs.

La jeunesse

Les personnes interrogées dans les pays UE15 sont un peu plus nombreuses à citer l'augmentation de la qualité générale de tous les niveaux d'éducation (81%, pour 74% dans les pays NEM12) ; en revanche, les pays NEM12 mentionnent sensiblement plus le fait d'encourager les étudiants à faire des études dans un autre Etat membre (45%, pour 35% dans les pays UE15). La hiérarchie entre les trois priorités reste cependant la même entre les deux groupes de pays. Dans le détail, l'analyse par pays montre que les Pays-Bas, la Lettonie, le Luxembourg et le Danemark placent l'augmentation générale de tous les niveaux de qualification en tête de leur *première priorité* alors que tous les autres pays de l'Union désignent en premier lieu l'augmentation de l'emploi des jeunes : en Finlande, en Pologne et en Hongrie, c'est même deux tiers ou presque des personnes interrogées qui citent cette action en *première réponse*.

Internet

Le développement des services en ligne aux citoyens est cité comme première priorité en Estonie, au Luxembourg, en Bulgarie, en Roumanie et à Chypre. Le renforcement de la confiance des consommateurs dans le commerce électronique est la *première priorité* des personnes interrogées autour de la Méditerranée : c'est la priorité qui arrive en tête en *première réponse* en Italie, en Grèce et au Portugal.

Les personnes interrogées dans tous les autres pays de l'Union classent en tête de leur priorité l'extension du haut débit. On note certaines différences entre les personnes interrogées dans les pays de la zone euro et les autres. Si le fait d'étendre l'accès au haut débit à tous les citoyens européens arrive en tête auprès des deux groupes de pays, les opinions publiques des pays de la zone euro sont plus nombreuses à citer l'augmentation de la confiance des consommateurs dans le commerce électronique (54%, en deuxième position *ex aequo*, pour 46% hors zone euro, en troisième position).

L'énergie

Le souhait de voir la promotion des énergies renouvelables comme *première priorité* de l'Union est particulièrement marqué aux Pays-Bas, dans les pays nordiques et en Allemagne. Il est beaucoup moins affirmé en Roumanie et en Bulgarie.

Avec plus de 40% de citations (pour 32% en moyenne sur l'Union), la Lettonie, l'Irlande, et la Hongrie manifestent une préférence particulière pour le soutien financier aux petites entreprises et ménage afin de renforcer l'efficacité énergétique de leur consommation. Enfin, les personnes interrogées à Chypre se distinguent en étant les seuls à privilégier, en *première réponse*, la diminution des émissions de carbone (CO₂) dans le secteur du transport. Avec plus de 30% de citations (pour 24% de moyenne européenne), on relève également une sensibilité spécifique des opinions sur la question de la diminution des émissions de CO₂ dans le secteur du transport en Bulgarie, en Suède, en Grèce, au Luxembourg et en Slovaquie.

L'industrie

Le fait de tout faire pour saisir au maximum les potentialités de la croissance verte est fixé comme première priorité à l'Union, avec plus de 40% de citations « *en premier* », en Allemagne, au Danemark, en Slovaquie, en Autriche, en Slovaquie, aux Pays-Bas, au Luxembourg et en Suède (à égalité avec l'encouragement à la création d'entreprises pour ce dernier pays).

Les personnes interrogées au Portugal et à Malte sont les seules en Europe à assigner à l'Union comme *première priorité* la restructuration des industries en difficultés. Enfin, l'encouragement à la création d'entreprises est tout particulièrement souhaité en Lettonie et en Irlande, puisqu'une majorité absolue de personnes interrogées dans ces deux pays en font leur première priorité pour l'UE en ce qui concerne l'industrie.

L'emploi et la formation

En ce qui concerne l'emploi et la formation, les résultats des pays UE15 diffèrent sensiblement de ceux des pays NEM12 : ainsi, la promotion des opportunités d'éducation et de formation pour toutes les personnes en âge de travailler ("formation continue") est largement plus citée en *première réponse* par les personnes interrogées dans les pays UE15, que par les pays NEM12 (respectivement 45%, première priorité citée, pour 29%, en deuxième position). Les pays NEM12 privilégient l'aide à l'adaptation à de nouvelles conditions de travail et à de possibles changements dans la carrière (43%, première priorité, pour 34% dans les pays UE15).

Ces variations sont encore plus nettes dans les résultats nationaux : mettre en place des politiques pour aider les gens à s'adapter aux nouvelles conditions de travail et aux changements de carrière est cité comme *première priorité* de l'Union par une majorité absolue de personnes interrogées à Chypre, en Grèce et en Hongrie. Le caractère prioritaire de la formation continue tout au long de la vie réunit lui une majorité absolue de personnes interrogées en Suède, au Royaume-Uni et au Danemark.

La lutte contre la pauvreté

La garantie de la protection sociale et l'amélioration de l'accès à la santé apparaît comme la première priorité à une majorité absolue de personnes interrogées en Lettonie, en Bulgarie, en Suède et en Slovaquie, en République tchèque, en Grèce et en Lituanie. Sans jamais atteindre une majorité absolue de citations, la mise en œuvre d'une politique offrant aux plus vulnérables des opportunités de formation et d'emploi est citée comme première priorité en Irlande, à Chypre, au Luxembourg et aux Pays-Bas, en France et à Malte et au Royaume-Uni (à égalité avec la garantie de la protection sociale et l'amélioration de l'accès à la santé pour ce dernier pays).

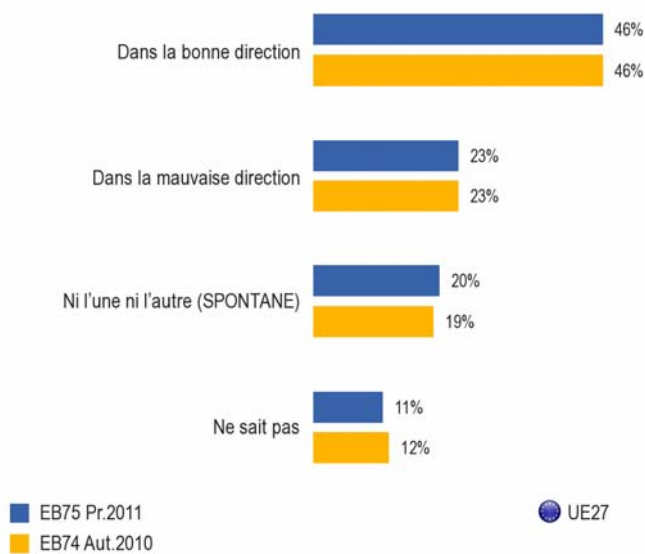
Sur l'ensemble de ces questions, si on observe des variations entre groupes de pays, et d'autres plus marquées encore entre Etats membres, **on note en revanche assez peu de différences selon le profil sociodémographique des Européens.**

4. LA DIRECTION SUIVIE PAR L'UNION EUROPEENNE POUR LUTTER CONTRE LA CRISE

Les jugements sur la politique de sortie de crise de l'UE sont stables. **Comme dans l'Eurobaromètre Standard de l'automne 2010, 46% des Européens jugent que l'UE « va dans la bonne direction pour sortir de la crise » alors que 23% estiment à l'inverse qu'elle emprunte la mauvaise direction.** 20% (+1 point) considèrent que l'Union ne va ni dans la bonne, ni dans la mauvaise direction et 11% (-1 point) répondent « ne sait pas ». La stabilité prévaut donc totalement sur cet indicateur⁶.

L'appréciation de la politique de sortie de crise de l'UE varie notablement selon les groupes de pays considérés. Ainsi, 55% des personnes interrogées dans les pays n'appartenant pas à la zone euro jugent que l'Union va dans la bonne direction alors que ce n'est le cas que de 42% de celles des pays de la zone euro.

QB10. Après avoir entendu parler des priorités de l'UE, pensez-vous que l'UE va dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction pour sortir de la crise et faire face aux nouveaux défis mondiaux ?



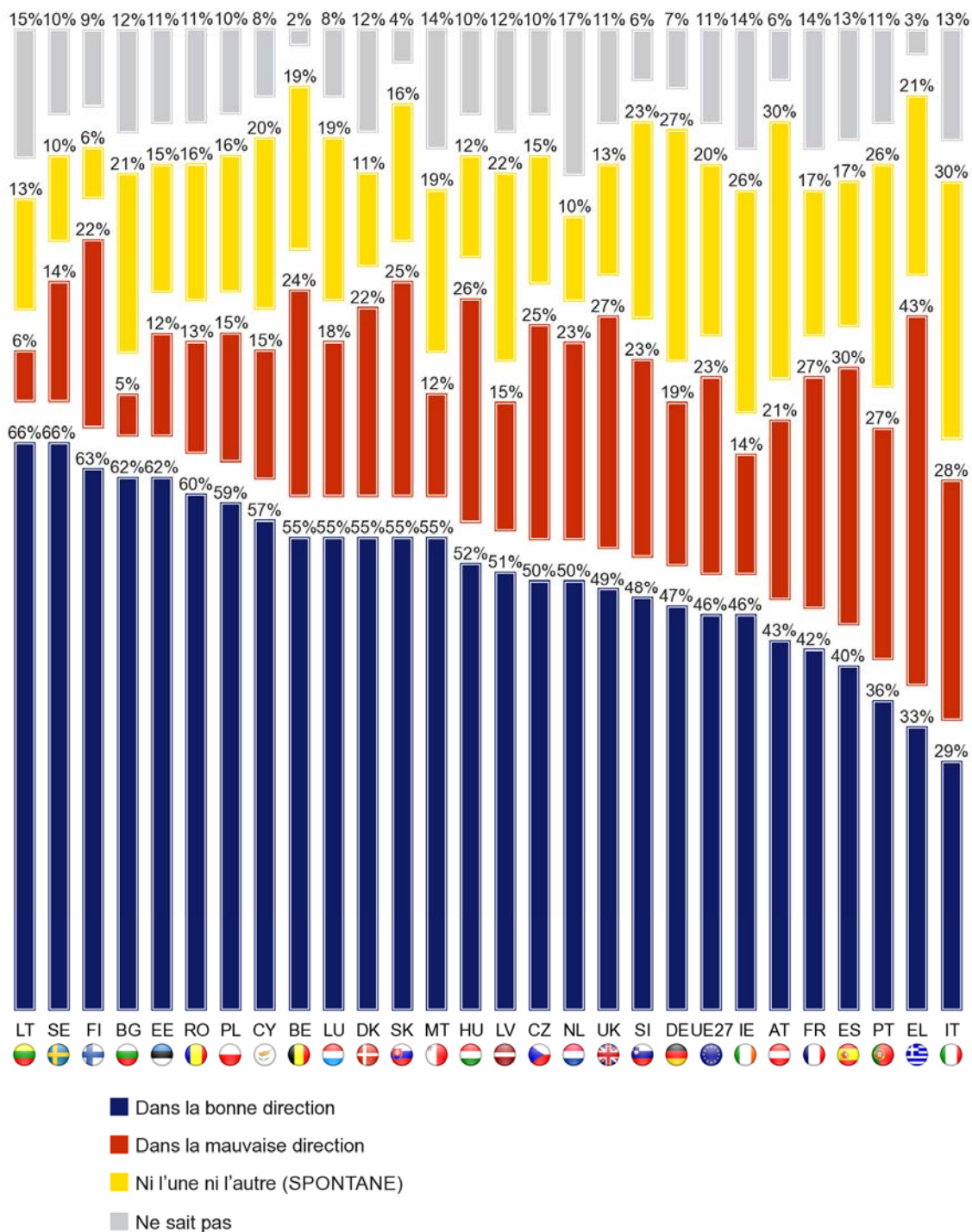
L'analyse détaillée des résultats nationaux révèle d'importantes variations entre Etats membres.

Dans 17 pays de l'Union européenne, une majorité absolue de personnes interrogées jugent favorablement la direction suivie. On trouve notamment en tête de ce groupe la Lituanie (66%), la Suède (66%), la Finlande (63%), la Bulgarie (62%) et l'Estonie (62%). Dans huit autres, une majorité relative fait ce constat. Le sentiment que l'Union va dans la bonne direction, s'il varie en intensité, domine donc au total dans 25 pays. Deux pays se démarquent de la

tendance moyenne. D'abord l'Italie, où une majorité relative de personnes interrogées répond *spontanément* « ni dans la bonne, ni dans la mauvaise direction » (30%). Ensuite la Grèce, seul pays où une majorité relative des personnes interrogées estiment que l'Union va dans la mauvaise direction (43% contre 33%, dans la bonne direction).

⁶ QB10. Après avoir entendu parler des priorités de l'UE, pensez-vous que l'UE va dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction pour sortir de la crise et faire face aux nouveaux défis mondiaux ?

QB10. Après avoir entendu parler des priorités de l'UE, pensez-vous que l'UE va dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction pour sortir de la crise et faire face aux nouveaux défis mondiaux ?





En ce qui concerne les évolutions par pays, plusieurs méritent d'être signalées. Les jugements positifs sur la direction suivie par l'UE reculent nettement, de 10 points, en Pologne (de 69% à 59%) et en Slovaquie (de 65% à 55%). En revanche, la perception de la direction prise par l'Union pour sortir de la crise et faire face aux nouveaux défis mondiaux s'est nettement améliorée à Chypre (57%, +11 points) et au Royaume Uni (49%, +12).


L'analyse sociodémographique montre que la direction suivie par l'Union européenne pour sortir de la crise est d'autant mieux perçue que l'on est jeune et que l'on bénéficie d'une bonne situation sociale. Ainsi, 55% des 15-24 ans portent un jugement favorable sur la direction suivie pour sortir de la crise, pour 41% des 55 ans et plus. L'appréciation favorable concerne également 53% de personnes ayant poursuivi leurs études après 19 ans, 57% des cadres et 54% des personnes se positionnant en haut de l'échelle sociale mais seulement 35% de ceux ayant arrêté leurs études avant 15 ans, 44% des ouvriers et 39% des personnes se plaçant en bas de la stratification sociale.

QB10 Après avoir entendu parler des priorités de l'UE, pensez-vous que l'UE va dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction pour sortir de la crise et faire face aux nouveaux défis mondiaux ?

	Dans la bonne direction	Dans la mauvaise direction	Ni l'une ni l'autre (SPONTANE)	Ne sait pas
UE27	46%	23%	20%	11%

 Age				
15-24	55%	22%	14%	9%
25-39	50%	23%	19%	8%
40-54	45%	25%	20%	10%
55 +	41%	24%	21%	14%

 Age de fin d'études				
15-	35%	28%	23%	14%
16-19	46%	25%	19%	10%
20+	53%	19%	18%	10%
Toujours étudiant	59%	18%	15%	8%

 Echelle d'occupation du répondant				
Indépendants	45%	24%	22%	9%
Cadres	57%	16%	19%	8%
Autres employés	48%	24%	18%	10%
Ouvriers	44%	27%	19%	10%
Hommes/ femmes au foyer	39%	26%	21%	14%
Chômeurs	43%	28%	18%	11%
Retraités	42%	23%	21%	14%
Etudiants	59%	18%	15%	8%

Autopositionnement sur l'échelle sociale				
Bas (1-4)	39%	28%	21%	12%
Moyen (5-6)	47%	22%	20%	11%
Haut (7-10)	54%	20%	18%	8%

SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Entre le 6 et le 26 mai 2011, TNS Opinion & Social, un consortium créé entre TNS plc et TNS opinion, a réalisé la vague 75.3 de l'EUROBAROMETRE à la demande de la COMMISSION EUROPEENNE, Direction générale Communication, unité « Recherche et Speechwriting ».

L'EUROBAROMETRE STANDARD 75 fait partie de la vague 75.3 et couvre la population de 15 ans et plus ayant la nationalité d'un des Pays membres de l'Union européenne et résidant dans un des Pays membres de l'Union européenne. L'EUROBAROMETRE STANDARD 75 a été conduit également dans les cinq pays candidats (la Croatie, la Turquie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, l'Islande et le Monténégro) et en Communauté chypriote turque. Dans ces pays, l'étude a couvert la population nationale et les citoyens de tous les Etats membres résidant dans ces pays et ayant une maîtrise de la langue nationale suffisante pour répondre au questionnaire. Le principe d'échantillonnage appliqué dans tous les Etats participant à cette étude est une sélection aléatoire (probabiliste) à phases multiples. Dans chaque pays, divers points de chute ont été tirés avec une probabilité proportionnelle à la taille de la population (afin de couvrir la totalité du pays) et à la densité de la population.

A cette fin, ces points de chute ont été tirés systématiquement dans chacune des "unités régionales administratives", après avoir été stratifiés par unité individuelle et par type de région. Ils représentent ainsi l'ensemble du territoire des pays participant à l'étude, selon les EUROSTAT-NUTS II (ou équivalent) et selon la distribution de la population habitant dans le pays en termes de zones métropolitaines, urbaines et rurales. Dans chacun des points de chute sélectionnés, une adresse de départ a été tirée de manière aléatoire. D'autres adresses (chaque Nième adresse) ont ensuite été sélectionnées par une procédure de "random route" à partir de l'adresse initiale. Dans chaque ménage, le répondant a été tiré aléatoirement (suivant la règle du "plus proche anniversaire"). Toutes les interviews ont été réalisées en face à face chez les répondants et dans la langue nationale appropriée. En ce qui concerne la technique de collecte de données, le système CAPI (*Computer Assisted Personal Interview*) a été utilisé dans tous les pays où cela était possible.

ABREVIATIONS	PAYS	INSTITUTS	N° INTERVIEWS	DATES TERRAIN		POPULATION 15+
BE	Belgique	TNS Dimarso	1.020	06/05/2011	24/05/2011	8.939.546
BG	Bulgarie	TNS BBSS	1.000	06/05/2011	16/05/2011	6.537.510
CZ	Rép. Tchèque	TNS Aisa	1.022	07/05/2011	20/05/2011	9.012.443
DK	Danemark	TNS Gallup DK	1.007	06/05/2011	23/05/2011	4.561.264
DE	Allemagne	TNS Infratest	1.535	06/05/2011	22/05/2011	64.409.146
EE	Estonie	Emor	1.000	06/05/2011	24/05/2011	945.733
IE	Irlande	Ipsos MRBI	1.015	09/05/2011	22/05/2011	3.522.000
EL	Grèce	TNS ICAP	1.000	07/05/2011	21/05/2011	8.693.566
ES	Espagne	TNS Demoscopia	1.010	09/05/2011	24/05/2011	39.035.867
FR	France	TNS Sofres	1.022	06/05/2011	24/05/2011	47.756.439
IT	Italie	TNS Infratest	1.039	06/05/2011	22/05/2011	51.862.391
CY	Rép. de Chypre	Synovate	501	06/05/2011	21/05/2011	660.400
LV	Lettonie	TNS Latvia	1.007	06/05/2011	23/05/2011	1.447.866
LT	Lituanie	TNS Gallup Lithuania	1.026	07/05/2011	22/05/2011	2.829.740
LU	Luxembourg	TNS ILReS	501	06/05/2011	19/05/2011	404.907
HU	Hongrie	TNS Hungary	1.019	06/05/2011	22/05/2011	8.320.614
MT	Malte	MISCO	500	06/05/2011	21/05/2011	335.476
NL	Pays-Bas	TNS NIPO	1.016	06/05/2011	22/05/2011	13.371.980
		Österreichisches Gallup-				
AT	Autriche	Institut	1.018	06/05/2011	22/05/2011	7.009.827
PL	Pologne	TNS OBOP	1.000	07/05/2011	23/05/2011	32.413.735
PT	Portugal	TNS EUROTESTE	1.048	07/05/2011	22/05/2011	8.080.915
RO	Roumanie	TNS CSOP	1.023	06/05/2011	20/05/2011	18.246.731
SI	Slovénie	RM PLUS	1.159	06/05/2011	22/05/2011	1.759.701
SK	Slovaquie	TNS Slovakia	1.010	10/05/2011	25/05/2011	4.549.955
FI	Finlande	TNS Gallup Oy	1.003	07/05/2011	26/05/2011	4.440.004
SE	Suède	TNS GALLUP	1.044	06/05/2011	22/05/2011	7.791.240
UK	Royaume-Uni	TNS UK	1.309	06/05/2011	23/05/2011	51.848.010
TOTAL UE27			26.713	06/05/2011	26/05/2011	408.787.006
	Comm. chypriote					
CY(tcc)	turque	Kadem	500	07/05/2011	19/05/2011	143.226
HR	Croatie	Puls	1.000	07/05/2011	25/05/2011	3.749.400
TR	Turquie	TNS PIAR	1.000	06/05/2011	22/05/2011	54.844.406
	Ancienne Rép. yougoslave de					
MK	Macédoie	TNS Brima	1.056	06/05/2011	12/05/2011	1.678.404
IS	Islande	Capacent	500	06/05/2011	24/05/2011	252.277
ME	Monténégro	TNS Medium Gallup	1.000	07/05/2011	22/05/2011	492.265
TOTAL			31.769	06/05/2011	26/05/2011	469.946.984

Dans chaque pays, l'échantillon a été comparé à l'univers. La description de l'univers se base sur les données de population EUROSTAT ou provenant des Instituts nationaux de Statistique. Pour tous les pays couverts par l'étude, une procédure de pondération nationale a été réalisée (utilisant des pondérations marginales et croisées), sur base de cette description de l'univers. Dans tous les pays, le sexe, l'âge, les régions et la taille de l'agglomération ont été introduits dans la procédure d'itération. Pour la pondération internationale (c'est-à-dire les moyennes UE), TNS Opinion & Social recourt aux chiffres officiels de population, publiés par EUROSTAT ou les Instituts nationaux de Statistique. Les chiffres complets de la population, introduits dans cette procédure de post-pondération, sont indiqués ci-dessus.

Il importe de rappeler aux lecteurs que les résultats d'un sondage sont des estimations dont l'exactitude, toutes choses égales par ailleurs, dépend de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé. Pour des échantillons d'environ 1.000 interviews, le pourcentage réel oscille dans les intervalles de confiance suivants :

Pourcentages observés	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
Limites de confiance	± 1.9 points	± 2.5 points	± 2.7 points	± 3.0 points	± 3.1 points